



ASSEMBLÉE MONDIALE DU FIMARC - THIES - SÉNÉGAL

Novembre 2018

1. Nous, les mouvements membres de la FIMARC (Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques) d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Europe, représentant les communautés rurales et les paysans de 32 pays, nous sommes réunis à Thiès, au Sénégal, du 2 au 16 novembre 2018 pour la session mondiale de la FIMARC sur le thème " Investir dans le développement rural et l'agriculture durable - vers un monde meilleur pour tous " ainsi que pour la 15ème Assemblée mondiale, à un moment décisif de réflexion sur la déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant en milieu rural et dans le contexte de la décision de l'ONU de lancer la Décennie de l'agriculture familiale (2019-2028).

2. Le thème principal de la 15ème Assemblée mondiale était " Agissons ensemble dans la solidarité et l'harmonie pour créer un monde rural juste et digne, respectueux de toute vie ". La session mondiale a été l'occasion de réflexion et d'analyses approfondies sur le système actuel d'agriculture et de développement rural, à partir de l'encyclique *Laudato Si*, des droits des paysans et des populations rurales, des tendances actuelles et des alternatives dans les modes de production et de consommation ainsi que de la portée du transfert intergénérationnel des connaissances pour renforcer l'agriculture familiale. Elle nous a permis d'approfondir notre compréhension commune, de partager nos propres expériences sur chaque continent et de définir les prochaines étapes de notre engagement sur ces sujets et leurs enjeux.

3. En tant que mouvements de populations rurales et paysannes, nous sommes concernés par la détérioration des infrastructures rurales, des services de base tels que l'éducation, la santé, la technologie, qui provoquent un exode rural endémique, l'abandon des fermes et la perte d'emplois ruraux, entraînant l'insécurité alimentaire et la pauvreté au sein des populations rurales. Celles-ci sont victimes de l'accaparement excessif des terres et des ressources, de la violence, de la corruption, des narcotrafics, de la traite des êtres humains et de la criminalisation des paysans et des militants qui luttent pour leurs droits et pour protéger leurs moyens de subsistance. Les systèmes d'éducation axés sur le profit dans nos pays ne soutiennent ni les valeurs de la vie rurale ni les compétences nécessaires à la diversification des possibilités d'emploi, tant agricoles qu'extra-agricoles. Les savoirs traditionnels sont soit dévalorisés, soit mal transmis aux nouvelles générations. Les tendances socio-économiques et démographiques actuelles et la fracture numérique mettent en cause les relations entre les générations, accentuent le vieillissement de la population agricole et entraînent la rupture des filets de protection sociale.

4. Il est évident que l'agriculture industrielle et chimique est destructrice et mortifère avec l'usage de produits agrottoxiques et d'hormones artificielles, l'utilisation d'OGM, d'intrants chimiques, son système de monoculture et de surproduction qui empoisonnent la population et la nature. Cette forme d'agriculture réduit la fertilité des sols, contamine l'eau, transforme les ressources naturelles en marchandises, dont les terres, l'eau et les semences, et détruit les zones rurales. De plus, la libéralisation des marchés et le contrôle des filières par les multinationales agroindustrielles nous éloignent de nos ressources productives et font passer le profit avant la vie. Les paysans et les populations rurales souffrent de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté à un niveau disproportionné, et sont vulnérables et discriminés par des expulsions forcées et le manque d'accès aux ressources essentielles : terres, semences, prêts, éducation, justice et services de base. Sur 821 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde (donnée ONU 2018), 80% vivent en milieu rural. Les politiques agricoles contribuent au déclin économique du système d'agriculture familiale, avec d'une part les regroupements fonciers, la disparition et les saisies d'exploitations et d'autre part la concentration du pouvoir économique et politique par une poignée avide de multinationales qui n'ont pas de compte à rendre.

5. La place des agriculteurs est essentielle pour la souveraineté alimentaire et la mise en œuvre du droit à l'alimentation, en particulier dans les pays en développement où ils fournissent jusqu'à 80% de la nourriture consommée au niveau local. C'est pourquoi nous nous efforcerons de construire des systèmes d'agriculture familiale basés sur l'agroécologie enrichie par les connaissances traditionnelles et les valeurs culturelles locales. Nous pensons que l'agriculture familiale est un moyen efficace de pratiquer une agriculture qui permet de créer des emplois et d'assurer la souveraineté alimentaire de la population. Elle nous permet de décider du type d'agriculture à pratiquer et de la nourriture à produire. Nous croyons que l'agroécologie peut être pratiquée de nombreuses façons différentes, en fonction de la réalité et de la culture locales, tout en sauvegardant les ressources naturelles et environnementales, la

biodiversité et le patrimoine culturel, en préservant les produits alimentaires traditionnels et en contribuant à une alimentation équilibrée. Des formes diverses de production alimentaire des petits exploitants fondées sur l'agroécologie génèrent des connaissances locales, favorisent la justice sociale, nourrissent la culture et renforcent la viabilité économique des zones rurales.

6. Nous voulons également promouvoir des initiatives alternatives porteuses de réussite et développées par nos mouvements tels que la planification de la vie, les initiatives de sauvegarde de semence et de souveraineté alimentaire en Amérique latine, le marketing direct entre producteurs ruraux et consommateurs urbains par le CCFM de Corée, le processus de développement mené par les populations dans le domaine de l'agriculture durable, la santé et l'éducation en Asie, l'agriculture agro écologique au Kenya et dans d'autres pays. Une alimentation saine et sûre est un droit humain fondamental et nous devons développer le dialogue entre les consommateurs et les producteurs à cet égard.

7. Pour s'attaquer aux causes profondes de l'exode rural, il est fondamental d'accroître l'aide aux petits exploitants agricoles familiaux et de créer des moyens de subsistance alternatifs et durables dans les zones rurales, en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes. L'investissement durable dans le développement rural, une véritable réforme agraire, la participation des agriculteurs, la diversification des revenus, la conservation des terres et l'amélioration de la gestion des intrants sont essentiels pour construire des systèmes agricoles familiaux durables. De nouvelles formes de coopération et d'organisations communautaires doivent être encouragées pour défendre les intérêts des petits producteurs et préserver les écosystèmes locaux de la destruction (Laudato Si 180). Nous appelons donc nos gouvernements à mettre en place des politiques et des programmes nationaux pour protéger et promouvoir des systèmes d'agriculture familiale fondés sur l'agroécologie, nos propres savoirs, notre sagesse et notre culture et à mettre en œuvre des outils et mécanismes juridiques pour garantir les droits des paysans et des populations rurales.

8. La FIMARC et ses mouvements membres s'engagent fermement à :

- sensibiliser, adopter et mettre en œuvre la déclaration de l'ONU sur les " Droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales" en faveur du droit à définir nos propres systèmes alimentaires et agricoles.
- militer avec d'autres acteurs pour renforcer l'agriculture familiale dans le contexte de la Décennie de l'agriculture familiale proclamée par l'ONU.
- identifier et partager les meilleurs modèles de pratiques variées au sein de nos propres communautés locales dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de l'éducation.
- produire et consommer des aliments sains, adopter des pratiques durables de gestion de la santé et éduquer en vue d'une vie digne.
- développer des formes coopératives de production, des entreprises sociales, des produits locaux à valeur ajoutée.
- construire une résistance locale, afin de protéger nos propres systèmes de production, nos connaissances et nos pratiques traditionnelles.
- soutenir l'établissement de liens profonds entre les agriculteurs et les consommateurs

9. Conclusion

La vie et les écosystèmes sont un don du Créateur et nous devons les préserver et les transmettre aux générations futures. La FIMARC veut promouvoir les relations intergénérationnelles pour favoriser le partage des savoirs et des compétences agricoles, la culture, les valeurs traditionnelles ainsi que les soins réciproques, le soutien et l'échange des ressources. En tant qu'êtres humains, nous pouvons vivre pleinement en réalisant nos potentiels dans la communauté et en prenant soin de la création. Ce développement authentique inclut nos cultures, nos valeurs et notre être spirituel, et se base sur la solidarité. Sa mise en œuvre nécessite des transformations économiques radicales, des modèles de production et de consommation qui respectent les limites des ressources naturelles de la planète et des conversions écologiques, ainsi que le souligne Laudato Si. Les zones rurales ont l'habitude de fournir des emplois à tous, d'être et pourraient encore le faire y compris pour les jeunes désireux d'y travailler. Nous devons résister à l'exode rural massif et maintenir le plus grand nombre de paysans, en particulier les jeunes, sur leurs terres, en donnant plus de perspectives à l'agriculture et à la vie rurale. Osons construire un autre monde rural !